

EN BREF...

→ **Pacte pour l'automobile** : L'Etat s'est engagé à sauvegarder les emplois du secteur de l'automobile. Un secteur crucial pour l'économie de Seine-Saint-Denis puisqu'il emploie plus de 10 % de la population active.

→ A l'occasion d'un reportage pour le Journal du Sénat, diffusé sur France 3 le mardi 3 mars **Christian DEMUYNCK** est allé à la rencontre du monde agricole pour discuter de la question des OGM.



→ Le Sénateur s'est interrogé dans un communiqué sur le rôle exact de la France dans la crise politique à Madagascar. Durant les troubles **Mr RAJOELINA** aurait séjourné à l'Ambassade de France. Il a souhaité savoir quelle était la position de la diplomatie Française dans cette affaire ?

→ **Xavier BERTRAND** élu à l'unanimité à la tête de l'UMP. Dans son discours d'investiture, le nouveau secrétaire général s'est engagé à faire de l'UMP un parti moderne dans lequel chacun trouve sa place. **Christian DEMUYNCK** adresse tous ses vœux de réussite au nouveau Secrétaire général et à son équipe. Nous avons besoin d'une UMP forte pour continuer les réformes et remporter les futures élections.

→ Dans un communiqué, le Sénateur **DEMUYNCK** a appelé les autorités à ouvrir un débat sur les OGM avec les scientifiques. Chaque Français et chaque Française doit pouvoir se faire une idée sur cette question sans avoir à subir les pressions des lobbies pro ou anti OGM.

→ **Elections européennes** : Les électeurs français sont invités aux urnes le dimanche 7 juin pour désigner les 72 députés qui les représenteront à Strasbourg. En Ile-de-France la liste UMP est menée par **Michel BARNIER** ET **Rachida DATI**. Soyons nombreux à les soutenir.

Refus de 2500 instituteurs de Seine-Saint-Denis d'accomplir l'aide personnalisée : la réaction de Christian DEMUYNCK

Pour le Sénateur de Seine-Saint-Denis, "L'école ne peut pas admettre que des instituteurs pour **des motifs idéologiques, refusent d'accomplir leur mission**. D'autant qu'en Seine-Saint-Denis, ce n'est pas comme si ces élèves pouvaient se passer de cette aide", rappelant que son département obtient des résultats au Bac très inférieurs à la moyenne régionale".

"Ce qui est le plus valorisant dans ce métier, c'est le sentiment d'avoir remis des élèves sur le chemin du travail et de l'effort. **Les instituteurs doivent prendre leurs responsabilités**".

Il conclut en expliquant que le système des RASED avait perdu de son efficacité. "Désormais chaque maître pourra aider au cas par cas, hors de la classe, les élèves les plus en retard dans leur apprentissage. Si les difficultés persistent, on pourra faire appel aux RASED. Il est également prévu des bilans psychologiques pour évaluer objectivement le profil des élèves signalés par l'école. Ainsi sur 125 élèves, le RASED venait en aide à seulement 7 élèves alors que le nouveau dispositif proposé par le Gouvernement permet à 36 élèves de recevoir un accompagnement approprié".

Levée de la clause de sauvegarde sur le maïs OGM Mon 810

Christian DEMUYNCK a interrogé le mardi 3 mars **Chantal JOUANNO**, Secrétaire d'Etat en charge de l'écologie, sur les raisons de l'interdiction de la culture du maïs OGM Mon 810 en France. En effet si le **risque pour la santé humaine et animale a été écarté** par plusieurs avis scientifiques, pourtant le Gouvernement Français souhaite maintenir la clause de sauvegarde sur cet OGM.

Cette position **entretient la suspicion autour des OGM**, alors que **nous en mangeons tous les jours** et que la pénurie alimentaire va s'aggraver dans les prochaines années lorsque notre planète comptera 9 milliards d'habitants. Surtout elle fait prendre à notre pays un **retard considérable dans le domaine des biotechnologies**, notamment vis-à-vis des Etats-Unis dans un secteur qui est stratégique. En effet les pays qui sont aujourd'hui leaders en matière de recherche sur les biotechnologies seront amenés à être les leaders économiques et politiques de demain.



15, rue Vaugirard - 75291 Paris cedex 06 - Tél : 01 43 00 97 97 - Fax : 01 43 00 92 66

L'ÉDITORIAL DU SÉNATEUR **CHRISTIAN DEMUYNCK**

ENGAGEONS-NOUS POUR LA JEUNESSE !

La jeunesse de notre pays nous interpelle. Avec la crise, le **taux de chômage des 18-25 ans grimpe** à folle allure et **l'inquiétude des jeunes sur leur avenir** est grandissante.

Arrêtons avec les **demi-solutions**, celles qui font dire à la jeunesse que la **classe politique est impuissante** à régler ses problèmes et attaquons-nous plutôt aux difficultés de la jeunesse dans leur **globalité**. Il y a tant à faire sur les questions de formation, d'orientation, de ressources, de civisme, de logement, d'emploi ou de santé pour nous **satisfaire de mesurette**.

En effet, peut-on continuer avec une **université repliée sur elle-même**, qui ne parle jamais à ses étudiants de **débouchés professionnels** ? Peut-on laisser **120 000 jeunes** sortir chaque année du système scolaire **sans aucunes qualifications** ?

Nous devons nous engager, aux côtés du Président de la République et avec l'ensemble des français pour donner à chaque jeune les **moyens de s'insérer dans notre société**. En tant que rapporteur de la mission commune d'information, je me suis engagé avec mes collègues sénateurs, à faire avant la fin du mois de mai des **propositions concrètes sur ce sujet**.

Mon souhait aujourd'hui est **d'associer à cette grande réflexion** sur la jeunesse, toutes celles et tous ceux qui ont des **propositions à faire** ou des **témoignages à apporter**. C'est pourquoi **je vous invite** à venir débattre de ce sujet, **le vendredi 10 avril à 18h au Sénat**. Vous pouvez également renseigner le bulletin ci-dessous ou prendre directement contact avec moi.

Christian Demuynck
Christian DEMUYNCK

BULLETIN À DÉTACHER ET À RENVoyer
Mairie de Neuilly-Plaisance - 6, rue du Général de Gaulle - 93360 NEUILLY PLAISANCE

OUI, je souhaite participer à la consultation sur notre jeunesse
 OUI, je souhaite être informé(e) des initiatives qui seront menées par **Christian DEMUYNCK**

Nom : Prénom :
Adresse :
Ville :
Mail :
Téléphone :

LA PHRASE...

...de la semaine :

“ L'école ne peut pas admettre que des instituteurs, pour des motifs idéologiques, refusent d'accomplir leur mission. ”

Christian DEMUYNCK,
à propos de la désobéissance
pédagogique des enseignants
de Seine-Saint-Denis.

...du mois :

“ Depuis que les difficultés sont apparues, je vous ai toujours dit la vérité et j'ai agi. C'était mon devoir. ”

Nicolas SARKOZY,
Président de la République

INTERVENTION au Sénat sur le Grenelle de l'environnement.

Christian DEMUYNCK est intervenu dans les débats sur le Grenelle de l'environnement pour rappeler l'urgence de l'action. Le réchauffement climatique ne fait plus aucun doute et il nous faut agir vite et changer en profondeur nos comportements quotidiens. Le Sénateur a notamment rappelé l'importance du plan de construction de logements basse consommation. Dans une période de crise, comme celle que nous vivons actuellement, ce plan est une solution pour créer des emplois et améliorer le pouvoir d'achat des Français en leur permettant de faire des économies d'énergie.



Le Sénateur Christian DEMUYNCK

→ Ma NOUVELLE MISSION de RAPPORTEUR...

Le 19 mars dernier, le Sénateur Christian DEMUYNCK a été nommé **rapporteur de la mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes**. L'objectif de cette mission est de faire des propositions concrètes pour améliorer l'orientation la formation mais aussi l'accès à l'emploi ou à la culture des jeunes.

Des questions cruciales qui sont au cœur des préoccupations des habitants de Seine-Saint-Denis. C'est pourquoi je vous donne rendez-vous à tous, le **10 avril, au Sénat** pour discuter de ces sujets et des solutions qui existent pour offrir un avenir à notre jeunesse.

Veillez confirmer votre présence au : 01 43 00 97 97 ou par courriel (c.demuynck@senat.fr) avant le 7 avril (réservation indispensable, nombre de places limité).

LE POINT SUR LA RÉFORME des collectivités territoriales

En octobre dernier, le Président de la République lançait le grand chantier de la réforme des collectivités territoriales. Ses objectifs : clarifier et simplifier notre "mille-feuille" administratif pour faire mieux et moins cher. Les Sénateurs UMP ont pris une place centrale dans ce débat. S'appuyant sur notre expérience de terrain, nous avons dressé un état des lieux de la situation et émis une série de propositions.

Le calendrier est donc le suivant : Maintenant que les propositions de la commission présidée par Edouard Balladur ont été rendues, le Gouvernement va engager en mars une grande concertation avec toutes les associations d'élus locaux. Cette consultation est importante car la réforme ne pourra s'accomplir sans consensus. Un projet de loi devrait ensuite voir le jour et être examiné au Sénat à la fin de l'année 2009. Affaire à suivre...



LA RÉFORME de la TAXE PROFESSIONNELLE

Le 5 février 2008, le Président de la République a annoncé la suppression de la taxe professionnelle sur les investissements productifs à partir de 2010. Pourquoi la supprimer ? Parce que c'est un impôt anti-économique qui nuit à notre compétitivité et pèse sur notre croissance.

Face aux inquiétudes des élus, le Gouvernement s'est engagé à compenser le manque à gagner des collectivités territoriales estimé à 22 Mds d'euros sur tous le pays. Il faut rappeler que, pour les villes de notre département, la taxe professionnelle représente plus de 500 millions d'euros.

Les sénateurs UMP auront, sans nul doute, un rôle majeur à jouer dans cette réforme pour défendre les intérêts des collectivités territoriales et leur permettre de prendre le train de la relance et de l'investissement.

DÉVELOPPEMENT de la VIDÉOSURVEILLANCE

Christian DEMUYNCK a adressé une question écrite à Michèle Alliot-Marie pour lui demander comment l'Etat accompagnait les communes dans l'installation d'équipement de vidéosurveillance. La Ministre de l'Intérieur a rappelé l'efficacité de la vidéosurveillance dans la prévention de la délinquance. Elle a également fait savoir que l'Etat s'était engagé à aider financièrement les collectivités qui décidaient de s'équiper de système de vidéoprotection.



→ DOSSIER :

PLAN DE RELANCE : LE PRÉSIDENT de la RÉPUBLIQUE MISE sur la SEINE-SAINT-DENIS

Avec près d'un milliard d'euros investis dans le département de la Seine-Saint-Denis, le plan de relance donne un gros coup de pouce aux projets menés dans notre département. Tous ces projets ont été choisis parce qu'ils sont créateurs d'emplois, qu'ils sont prêts à démarrer tout de suite mais surtout parce qu'ils produiront des effets rapides sur l'activité et l'emploi. C'est la preuve que la Seine-Saint-Denis est un département entreprenant qui a un énorme potentiel. Enfin comme l'Etat s'y était engagé, les élus locaux du département seront associés à ces projets. Petit tour d'horizon de ces chantiers historiques pour la Seine-Saint-Denis :

RÉNOVATION URBAINE :

C'est le gros morceau du plan de relance et on connaît son importance aux yeux des Séquano Dionysiens :

- Clichy-Montfermeil : Rénovation et sécurisation de la structure urbaine, réhabilitation de copropriétés dégradées (montant global : 478 M€, dont 178 M€ en rénovation urbaine).
- Sevran : Travaux d'aménagement et d'équipement, dont une crèche (4 millions d'euros)
- Saint-Denis : Rénovation et aménagement des quartiers Floréal, Saussaie et Franc-Moisin (montant global : 237 M€, dont 83 M€ en rénovation urbaine).



• Ile-Saint-Denis : Un projet d'éco quartier fluvial de près de 1.000 logements (20 millions d'euros) Les autres quartiers ne sont pas laissés de côté puisque l'Etat investit dans le plan de lutte contre l'habitat indigne et relance les travaux de rénovation thermique de nombreux immeubles.

JUSTICE :

S'il est une mesure symbolique c'est bien celle de la rénovation du tribunal de Bobigny pour laquelle l'Etat investit 87 millions d'euros. La seconde mesure importante et qui était réclamée de longue date, est la construction d'un quartier courtes peines et la rénovation du centre de semi-liberté à Gagny.

EDUCATION :

L'Etat investit massivement dans le campus Condorcet qui doit sortir de terre à Aubervilliers avant 2012. Il prévoit également de construire 300 logements étudiants à Bobigny.

CULTURE :

Construction du Centre des archives nationales à Pierrefitte-sur-Seine, pour accueillir les archives centrales de l'Etat.

→ PORTRAIT D'ÉLU : La parole est donnée à un élu du département



Khader ABDELLALI,
conseiller municipal
à Stains

"Je suis entré en politique il y a 1 an, lors des élections municipales, sous la bannière UMP et dans un fief communiste ! Autrement dit, une expérience très difficile dont voici le parcours.

Lorsque je suis arrivé sur la commune, le commerce, le marché, la mixité sociale avaient encore un sens. La vie était présente grâce à toutes les activités : sportives, commerciales et sociales. Tout n'était pas parfait, mais une atmosphère de convivialité régnait encore. Le déclin a commencé avec le

départ des industries. Les commerces de proximité ont fermé et la violence a commencé à s'installer. Rien n'a alors été fait pour enrayer ce phénomène.

Refusant de toutes mes forces cette fatalité, j'ai créé l'Association des Commerçants Stanois. Pendant 7 ans, nous avons organisé diverses manifestations. Mais le bon contact que nous avions avec la population était jalouxé par la municipalité et les incidents avec la municipalité se sont alors multipliés. Refusant de subir sans réagir, j'ai pris la décision de m'engager pour ma commune et ses habitants.

La période de la campagne électorale est alors arrivée avec son lot de découvertes, d'apprentissage, d'euphorie et de découragements ! Heureusement, le soutien d'élus expérimentés m'a aidé

à tenir bon. Je n'ai pas gagné ces élections malgré un score plus qu'honorable (37%) dans un fief communiste depuis plus de 80 ans !

Aujourd'hui, je suis un Conseiller Municipal d'opposition qui doit se battre contre l'exclusion systématique des élus de son groupe des décisions importantes. Par exemple, la préparation d'un budget municipal ne nous est pas accessible et nos propositions sont systématiquement reléguées et jugées trop "amicalement sarkoziennes" !

Cependant ma volonté reste intacte. Mon but est de motiver et de convaincre les 60% d'abstentionnistes, que l'avenir d'une ville se joue parfois à de petits détails, et de leur démontrer les conséquences dans leur vie quotidienne de la gestion socialo-communiste!"